CONSTITUTION " TRADITA AB ANTIQUIS "

E 14 septembre 1912, le Souverain-Pontife a donné une Constitution réglant la conduite à tenir par les fidèles du rite latin oriental, quand ils se trouvent dans des contrées où il n'y a pas de prêtres de leur rite respectif. Cette constitution était insérée récemment dans les *Acta Apostolicæ sedis*.

Les Latins se servent pour le sacrement de l'Eucharistie, de pain sans levain, les orientaux, au contraire, consacrent du pain non azime. Longtemps l'Eglise permit aux fidèles de communier sous l'un ou l'autre rite, suivant qu'ils se trouvaient dans un pays latin ou oriental. Mais l'Eglise orientale schismatique ayant avancé que la consécration sous les espèces du pain azime n'était pas valide, il fut interdit aux fidèles latins de recevoir la sainte communion des mains d'un prêtre du rite grec, pour ne pas donner lieu de croire qu'ils adhéraient à cette opinion condamnée. Benoît XIV avait renouvelé cette interdiction dans la Constitution *Etsi pastoralis* du 26 mai 1742. Depuis cinquante ans diverses tentatives avaient été faites pour modifier ce point de discipline, qui empêchaient les Orientaux qui venaient faire leurs études dans l'Europe latine de s'approcher, aussi fréquemment qu'ils l'auraient désiré, de la Sainte-Table.

Pie X considérant que les controverses sur la validité de la consécration du pain azime n'existent plus, et désirant favoriser l'extension de la pratique de la communion fréquente, a fait cesser la défense aux Orientaux de recevoir la sainte communion des mains d'un prêtre du rite latin, et réciproquement il a permis aux latins de recevoir la sainte communion sous le rite grec, sous les conditions suivantes :

" I. Il n'est pas permis aux prêtres de se servir pour le